

URBANISATION

Qui a peur des métropoles ?

Par **Martin Vanier**

L'affirmation du statut des métropoles dans les années 2010, sur fond de crise climatique et de conscience accrue des inégalités territoriales, a fait de ces villes un chiffon rouge un peu facile des mutations françaises.

Il y a trente ans, François Ascher, urbaniste et sociologue prématurément disparu en 2009, publiait *Métapolis ou l'avenir des villes* (Odile Jacob, 1995). Cet essai approfondi sur la société métropolitaine en devenir allait marquer en France une génération de chercheurs et d'acteurs de la «*question urbaine*», comme disait Manuel Castells, autre grand sociologue et urbaniste au parcours scientifique et politique international entre France, États-Unis et Espagne. L'année d'après, Pierre Veltz, lui aussi sociologue et urbaniste, livrait *Mondialisation, villes et territoires* (PUF, 1996), encore un marqueur essentiel de la pensée métropolitaine française montante, très nourrie des débats internationaux.

François Ascher, Manuel Castells, Pierre Veltz : trois chemins différents, animés chacun d'une liberté critique au nom de laquelle il ne s'agissait pas tant de se déclarer in fine pour ou contre les grandes mutations de mondialisation-métropolisation de la fin du 20^e siècle, que de commencer par les saisir, les comprendre, les fouiller dans leur complexité et leurs contradictions, donc leur potentiel politique, en particulier en France.

À commencer par la contradiction spatiale : la métropolisation concentre et diffuse tout à la fois. Elle concentre dans

des centres dominateurs les dynamiques économiques et sociales, les informations, les innovations, donc les richesses, les fonctions et les emplois de l'intermédiation mondialisée, mais aussi les pathologies, les ruptures et les inégalités qui s'en suivent ; et elle diffuse ces mêmes dynamiques, innovations, pathologies et inégalités de plus en plus loin dans les territoires, à travers l'ensemble des systèmes urbains comme au sein des campagnes, et par tous les réseaux techniques qui font la société et ses économies. Ajoutons qu'en même temps qu'elle concentre et diffuse, la métropolisation intègre et fragmente la société et les territoires qu'elle travaille. C'est dire si elle n'est pas un phénomène univoque. Son universalité recouvre une grande diversité de processus nationaux, voire régionaux. Elle n'est donc pas partout *Le Stade Dubaï du capitalisme*, titre du vigoureux essai publié en 2007 par le sociologue américain Mike Davis.

UNE FRANCE QUI N'AIME PAS SES VILLES

Pourtant, aujourd'hui, la métropolisation est devenue un des chiffons rouges préférés des sociétés en mutation accélérée comme la France. En parler comme d'un des facteurs explicatifs de ce qui transforme, contradictoirement mais en profondeur, une société, c'est prendre le risque d'être d'emblée catalogué comme néolibéral, partisan de la mondialisation capitaliste, urbanolâtre obstiné et aveugle à l'effondrement écologique. Le riche champ des sciences urbaines critiques marxisantes des années 1980-1990 est devenu la cible favorite d'une pensée dénonciatrice plutôt que critique, résolument antimétropolitaine et même antiurbaine.

Si on se repasse le film de cette histoire métropolitaine, vue depuis les politiques publiques cette fois, il faut remonter encore trente ans plus loin en arrière, au moment de la

Martin Vanier est géographe, professeur à l'École

d'urbanisme de Paris (université Paris-Est Créteil, Lab'urba). Il est notamment l'auteur de *Le Temps des liens. Essai sur l'antifracture* (L'Aube, 2024), *La France en perspectives. Imaginer 2050* (avec Aurélien Delpirou et Frédéric Gilli, Autrement, 2024) et *En finir avec les idées fausses sur la France des territoires et son aménagement* (L'Atelier, à paraître en 2026).



Dimanche sur le toit, les Groues, Nanterre, 2001. Photo issue de la série Avenue Jemy, réalisée par Cyrille Weiner, auteur notamment de La fabrique du pré (éditions Filigranes, 2017).

création en 1963 de la Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale (Datar) et de sa toute première politique, celle des «métropoles d'équilibre» en 1964: huit grandes agglomérations (Toulouse, Bordeaux, Strasbourg), conurbations (Lille-Roubaix-Tourcoing, Aix-Marseille) ou régions urbaines (Lyon-Saint-Étienne-Grenoble, Nantes-Saint-Nazaire, Nancy-Metz), rejointes en 1973 par d'autres qui, à l'époque, ne sont encore que cinq grosses cités provinciales (Rennes, Dijon, Nice, Clermont-Ferrand, Rouen), sont désignées pour que se renforce partout ce qu'on peut appeler «l'appareil de reproduction sociale élargie» (grands équipements culturels, université et recherche, santé hospitalière, administration stratégique), base des futures capitales régionales que seront aussi Montpellier, Reims, Caen, Orléans, Poitiers, Limoges, Amiens et Besançon. Politique dite «d'équilibre» bien qu'en faveur des «métropoles», parce qu'il s'agissait alors de contrebalancer l'éternelle puissance parisienne, dénoncée dans *Paris et le désert français* (1947) par le sulfureux théoricien de la pensée aménagiste française que fut le haut fonctionnaire Jean-François Gravier, un pied dans le ruralisme maurrassien, l'autre dans la planification technocratique.

La métropolisation intègre et fragmente la société.

Cinquante ans après, la loi dite de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAP-TAM), portée par le gouvernement de Manuel Valls en 2014, a réussi le tour de force de transformer dans l'opinion publique l'imaginaire de l'équilibre régional métropolitain en vecteur de tous les déséquilibres nationaux. Avoir voulu à tout prix désigner les 22 premières agglomérations du pays comme des intercommunalités statutairement plus puissantes que toutes les autres a forgé les bases de la légende noire métropolitaine: voilà les fautives de tous les accaparements, de toutes les injustices, de tous les oublis! Mieux: avoir réussi à imposer dans la Constitution le statut particulier d'une de ces métropoles, celle de Lyon, comme ne faisant pour

ainsi dire plus partie de son département, moyennant le versement d'une soule annuelle de 400 millions d'euros en faveur de ce qui reste du « Rhône », fut un signal de sécession métropolitaine que la France des territoires n'a pas manqué de retenir. Suite à l'éclatement du mouvement des Gilets jaunes en novembre 2018, les politiques phares de l'Agence nationale de cohésion des territoires, lointaine héritière de la Datar, s'appelleront désormais « Action cœur de ville » (à destination des villes petites et moyennes), « Petites villes de demain », « Villages d'avenir », en attendant sans doute un jour prochain « Hameaux du futur ».

La France n'a jamais éprouvé un amour immodéré pour ses villes, de la première d'entre elles jusqu'aux chefs-lieux de préfecture les plus modestes. À la différence de l'Italie, de l'Allemagne ou des Pays-Bas, les villes sont moins vues historiquement comme sources de liberté politique et d'émancipation sociale que comme centres relais du contrôle étatique en même temps que comme foyers des désordres sociétaux. Il y a de nombreuses raisons à cela, qui vont du compromis républicain fondateur combinant centralisme étatique et morcellement territorial à la relative étanchéité idéologique entre mouvements sociaux urbains et ruraux, en passant par le caractère tardif en Europe de l'urbanisation à la française, brutale puisque de rattrapage à partir des années 1950.

Aujourd'hui, les métropoles cristallisent une hostilité qui vient de loin. La haine de Paris, à laquelle Jean-François Gravier a inlassablement œuvré, s'est diffusée en cascade à l'égard de toutes ces villes « trop grandes », quelle que soit leur taille, qui prétendent polariser l'espace. Situation d'autant plus paradoxale que les grandes agglomérations françaises restent des plus modestes comparées à leurs équivalents en Europe et que l'armature des 2 467 unités urbaines, petites, moyennes et grandes, qui dessine toujours l'organisation de l'espace français propose des urbanités variées que nombre de nos voisins nous envient. Les Français répudient leurs villes, en particulier celles qui sont plus grandes que celle où ils vivent; leurs voisins européens, eux, les visitent indifféremment avec bonheur.

LA MÉTROPOLISATION, JUSTE UN RÉCIT ?

Au-delà de ces constantes structurelles, la discorde métropolitaine s'est réactivée à travers les importantes bascules qui angoissent désormais le monde et la société française parmi d'autres. Pour vivre dans un monde plus chaud, écologiquement et sanitaire plus vulnérable, plus exposé à la pénurie des ressources vitales, ne faut-il pas fuir les villes, les grandes en particulier, et refermer ainsi la parenthèse de l'anthropocène, vite rebaptisé « capitalocène », « urbanocène », et bientôt peut-être « métropolocène » ? Pour résorber les inégalités qui se sont créées ou accentuées dans les grandes

transformations en cours, ne faut-il pas en finir avec les métropoles (c'est-à-dire, rappelons-le, des ensembles urbains qui, hors Paris, font en France entre 200 000 et 2 millions d'habitants) au profit de « villes à taille humaine », voire pas de villes du tout ? Pour entrer dans un monde plus sobre, une économie régénérative, plus de proximité et moins de mondialisation, les métropoles peuvent-elles encore prétendre avoir quelque chose à proposer ?

Si on prend le parti de répondre à ces questions en tournant le dos aux métropoles, non seulement on laisse peu de perspectives à 40% de la population habitant ces agglomérations de plus de 200 000 habitants, mais on renonce à l'intelligence systémique dont la métropolisation s'avère en réalité porteuse, au moment où en ont le plus besoin une bonne part des 60% restants. Il n'est plus temps de s'obstiner dans une conception catégorielle de l'espace de la société, à travers laquelle les Français adorent s'expliquer mutuellement qu'ils ont tort d'habiter Paris, ou une métropole, ou la banlieue, ou le périurbain, ou la campagne, ou une petite ville, etc., alors qu'ils sont de plus en plus nombreux à passer par la plupart de ces contextes au cours de leur trajectoire résidentielle.

La métropolisation est un des récits des mouvements qui font la société française dans ses spatialités successives. Ce n'est pas le seul. Il a eu tendance à le laisser penser dans les années 1995-2015, sur fond d'une certaine hubris métropolitaine dont on a dit quelques expressions politiques. Cela ne l'invalide pas pour autant. Expliquer à des métropolitains néoruraux qui réinvestissent des campagnes isolées où ils redécouvrent ce qu'ils estiment être le sens de la vie, sinon leurs racines perdues, qu'ils incarnent de parfaites expressions de la métropolisation n'est pas la meilleure façon de leur proposer le récit collectif qu'ils recherchent.

À l'inverse, ne plus voir dans les métropoles que la gentrification, elles qui concentrent l'essentiel du logement social et l'accueil des migrants, que le cœur battant du néolibéralisme, elles qui cristallisent la puissance de l'action publique territoriale, que l'enfer des îlots de chaleur urbains, elles qui se trouvent à la pointe des politiques d'adaptation au changement climatique, ce n'est pas produire un récit juste non plus. Alors quoi ? Relisons Ascher, Castells ou Veltz. Ils ne s'empressaient pas d'être pour ou contre ce monde qui se transformait et n'a pas fini de le faire depuis leurs essais fondamentaux. Ils se montraient critiques (et ont parfois la chance de pouvoir l'être encore) mais avant tout en quête des explications de nature à dessiner une politique de la transformation. La notion de métropolisation en est une. Elle ne consiste pas à aduler les métropoles. Elle ne prête pas *a contrario* à les conchier. Cela ouvre un chemin moins facile et moins simple que celui qui conduit à la discorde et s'en nourrit. C'est pourtant le chemin que peuvent partager la science et la politique. ●